COLLECTIF ALERTE PACA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
12 MAI 2022

UN AUTRE REGARD SUR L'ÉVACUATION À KALLISTE
UN DRAME VOUÉ À SE REPRODUIRE ?

A l'instar d'évacuations récentes dans des copropriétés dégradées des quartiers Nord de Marseille, comme celles du petit Séminaire, ou des Flamants, une nouvelle évacuation a eu lieu au Parc Kalliste ce mardi 10 mai 2022. Sur plusieurs centaines d'habitants, qui tous payaient leur place en squat, seules 75 personnes (36 hommes, 19 femmes et 20 enfants) se retrouvent mises à l'abri temporairement dans des conditions inadaptées. Les autres se sont déjà déplacées dans d'autres squats marseillais ou, à défaut, dorment à la rue.

A Marseille, le droit à l'hébergement d'urgence n'est pas effectif. En 2021, seuls 39 % des appels passés au 115 ont été suivis d'une réponse, et seulement 29 % des premières demandes ont été pourvues. Fin 2021, le parc d'hébergement des Bouches-du-Rhône dispose de 4 410 places, insuffisant pour répondre aux besoins que génèrent les 14 075 personnes qui se sont retrouvées en situation de sans-abrisme au moins une fois au cours de l'année 2019. Le dispositif d'hébergement des demandeurs d'asile est lui aussi sous-doté, ne proposant que 3 138 places sur le département, tandis que 6 590 demandeurs d'asile sont identifiés par la Structure de premier accueil des demandeurs d'asile (Spada) de Marseille, sans hébergement dédié.

Le regard porté sur les habitants de ces grands ensembles des quartiers Nord doit changer. Toutes ces personnes : femmes, hommes, enfants, aux statuts administratifs variés, qu'elles soient propriétaires, locataires, habitantes de bonne foi, ou payant une place en squat, partagent les mêmes souffrances. Toutes souhaitent bénéficier de conditions de vie dignes, loin de cet habitat vétuste, non entretenu, qui impacte leur santé physique et mentale. Toutes sont victimes d'un abandon des bâtis, sur un territoire où le taux de chômage explose la moyenne nationale, ne laissant que peu de choix à la jeunesse. Toutes souffrent des systèmes d'emprise, de réseaux de trafic et d'exploitation. Nombre d'entre elles rencontrent des difficultés à couvrir leurs besoins alimentaires, risquant d'impacter à moyen et long termes leur santé, une situation particulièrement inquiétante pour les femmes enceintes, allaitantes et les enfants en bas âge.

Face à ces situations de précarité extrême, des solutions sont possibles pour assurer un accueil et un hébergement dignes des personnes. Celles proposées par les pouvoirs publics et les acteurs de terrain face aux récentes crises (COVID-19, Ukraine) l'ont prouvé. Que ce soit le recours à du bâti public, des réquisitions ou des mises à disposition de terrains, de lieux d'hébergement, il est possible d'accueillir et d'accompagner les personnes dans la dignité.

Le collectif ALERTE PACA, qui travaille actuellement au recensement des squats avec leurs habitants, appelle de ses vœux à la création urgente d'un espace d'échange et de travail inter-acteurs. Il est nécessaire de co-construire avec les habitants et la puissance publique des réponses concertées, dignes et assorties de moyens. Ce n'est pas en sanctionnant les squatteurs que des solutions seront trouvées, mais en proposant des hébergements et des logements adaptés. Quant à nous, nous nous efforçons de maintenir un lien avec ces personnes en allant directement à leur rencontre pour les aider à chercher des réponses pérennes.

Contacts presse :
Constance TRICARD- URIOPSS PACA et Corse - Coordination du collectif ALERTE PACA
c.tricard@uriopss-pacac.fr
Alieu JALLOH - Association des Usagers de la Pada (AUP)
usagerspadamarseille@gmail.com